

L'enchaînement

- *Lundi 13 Mai* : la grève générale de 24 heures, décidée par les centrales syndicales est suivie dans les différents secteurs de l'économie. Participation nombreuse des lycéens aux manifestations. Des divergences apparaissent entre les dirigeants des organisations syndicales (C.G.T. principalement) et les leaders des mouvements étudiants. A Paris, de 15 h. 30 à 20 h., près d'un million de personnes défilent de la République à Denfert-Rochereau. En province, nombreuses manifestations : à Clermont-Ferrand et au Mans violent accrochage avec le service d'ordre.

Dans la soirée, la Sorbonne, qui avait été investie par les étudiants, est « ouverte » à la population : « les ouvriers et travailleurs sont appelés à venir discuter avec les étudiants des problèmes de l'Université ».

- *Mardi 14 Mai* : 7 h. 35, départ du général de Gaulle en Roumanie. Constitution d'une faculté autonome à Nanterre. Le mouvement de grève s'étend à l'ensemble des universités à Paris et en province. 16 h. 10, dans une atmosphère passionnée, l'Assemblée Nationale reprend le débat sur la crise de l'Université. Aucun vote n'est prévu.

Dans la soirée, les ouvriers de Sud-Aviation occupent l'usine de Nantes, enferment le directeur dans son bureau. Pour la première fois la Télévision diffuse un numéro de l'émission « Zoom » sur les manifestations étudiantes.

- *Mercredi 15 Mai* : à la faculté de Droit, le doyen approuve la décision de reporter les examens à 15 jours. A la Faculté de médecine suppression de la session de juin. En province grève générale ; Strasbourg, l'Université est déclarée autonome par les étudiants. Clermont-Ferrand, les facultés des lettres et sciences sont occupées.

Dans le monde ouvrier, dès 15 h., les ouvriers de la Régie Renault de Cléon (Seine-Maritime) arrêtent le travail, occupent les ateliers. A 16 heures, les ouvriers des chantiers navals France Gironde de Bordeaux cessent le travail. Débrayages aux usines Sud-Aviation de Cannes.

Dans la soirée, plusieurs dirigeants de la C.F.D.T. assistent aux discussions de la Sorbonne.

A 22 h. 45, l'Odéon-Théâtre de France est envahi par un millier de jeunes manifestants porteurs de banderoles « L'Odéon aux ouvriers ».

- *Jeudi 16 Mai* : par 351 voix contre 122, les élèves de l'Ecole Polytechnique réclament la constitution d'une commission paritaire avec les enseignants. Au cours de l'assemblée générale des élèves des grandes écoles : « la suppression des classes préparatoires aux grandes écoles, le rattachement à une Université autonome, pluraliste et critique » sont approuvées. Réunions des C.A.L. de la région parisienne pour définir l'attitude à l'égard du baccalauréat.

En province, les facultés de Toulouse, Grenoble, sont occupées ; l'Université de Caen est proclamée autonome.

La grève déclenchée essentiellement par des jeunes travailleurs souvent en dehors des

consignes syndicales, gagne l'ensemble des usines de la Régie Renault : Flins, Boulogne-Billancourt, le Mans. 1.800 salariés de l'usine D. B. A. (Lockheed) à Beauvais, et les 1200 salariés de l'usine U.N.U.B.E.C. à Orléans sont en grève.

A 20 h. 20, à l'issue du Télé-soir, débat sur les problèmes de l'Université avec la participation de Cohn-Bendit, Sauvageot et Geismar. Une assemblée générale de l'O.R.T.F. réunie spontanément, décide de convoquer pour vendredi une assemblée extraordinaire qui décide la grève illimitée pour « l'obtention de l'autonomie réelle de l'Office vis-à-vis des ministères, la démission du conseil d'administration et de la direction générale ».

21 h. 30, allocution du premier ministre : « des groupes d'enragés se proposent de généraliser le désordre avec le but avoué de détruire la nation et les bases même de notre société libre... ».

23 heures, colloque d'ouvriers et étudiants à Billancourt. Grève dans les Messageries de la Presse, les étudiants participent à des piquets de grève.

- *Vendredi 17 Mai* : occupation des usines Berliet et Rhodiaceta dans la région lyonnaise. Trafic interrompu sur les aéroports parisiens. Grèves tournantes à Saint-Nazaire, dans les usines Sud-Aviation. Les chantiers navals du Trait (Seine-Maritime) sont occupés.

Les organisations syndicales paysannes décident de manifester le 24 mai.

En fin d'après-midi, G. Séguy secrétaire général de la C.G.T. donne une conférence de presse. M. Hamelet pourra écrire dans le « Figaro » : « aux diatribes ouvrières d'antan, M. Séguy substitue le langage froid et ferme d'un P.D.G. bien à son affaire... ».

A 17 heures, et malgré l'opposition de la C.G.T., les étudiants avec à leur tête J. Sauvageot, entreprennent une marche qui les mène du quartier latin aux usines Renault de Boulogne-Billancourt.

Des débrayages dans les gares parisiennes affectent les lignes de banlieues.

- *Samedi 18 Mai* : M. Pompidou préside à l'Hôtel Matignon une réunion des responsables du maintien de l'ordre.

A la S.N.C.F., la grève est totale. Le personnel au sol d'Air-France cesse le travail et occupe les locaux. Deux lignes de métro et deux dépôts d'autobus parisiens sont occupés dans la matinée. Pas de distribution de courrier. Sur un plan général, l'agitation atteint toute la France, le point le plus chaud restant la Seine-Maritime.

A l'O.R.T.F., les journalistes ont pris en main l'information : « le pouvoir journalistique », s'engage à diffuser désormais de l'information honnête, complète et objective.

18 heures, conférence de presse de Michel Rocard. 23 heures, écourtant son voyage en Roumanie, le général de Gaulle rentre à Paris.

- *Dimanche 19 Mai* : dans la matinée le président de la République confère avec M. Pompidou et les ministres responsables du maintien de l'ordre. En conclusion de l'entretien, le général de Gaulle déclare : « les réformes oui, la chienlit non ! ».

Dans l'après-midi déclaration de Pierre Mendès-France.

Le bilan de la grève peut se résumer ainsi dans la soirée : — pas de transports, pas d'avions, P.T.T. en grève (la police investi quelques bureaux de poste). Dans les charbonnages, expansion de la grève à partir de lundi. Métallurgie et Sidérurgie Lorraine, grève générale. La C.G.T. lance un appel à la grève dans les secteurs E.D.F.,

G. D.F. Appel à la grève à la Sécurité Sociale et dans les banques.

- *Lundi 20 Mai* : l'U.N.E.F. et la C.F.D.T. tiennent une conférence de presse commune. « Nous sommes solidaires des étudiants parce que nous menons un même combat, parce que nous sommes engagés dans une seule et même bataille. C'est la lutte contre des structures étouffantes et oppressantes » dit Eugène Descamps. « Les événements ont posé le problème de la jonction des luttes étudiantes et ouvrières. Cette jonction doit se faire à la base » déclare Jacques Sauvageot.

De son côté Georges Séguy au nom de la C.G.T. déclare : « Ce mouvement placé sous la vigilance des travailleurs, est bien trop puissant pour qu'il puisse être question de le stopper par des formules creuses telles qu'autogestion, réforme de civilisation, et autres inventions qui aboutiraient à reléguer à l'arrière plan les revendications immédiates. Il faut qu'on sache que la C.G.T. monte la garde autour des revendications ouvrières... ».

- *Mardi 21 Mai* : début du débat sur la motion de censure à l'Assemblée Nationale. Le gouvernement adopte un projet de loi d'amnistie, qui ne s'applique pas seulement aux étudiants, mais aussi aux forces de police, ce qui interdit tout dépôt de plainte, par les organisations d'étudiants ou d'enseignants. L'U.N.E.F. et le S.N.E.S.UP. marquent leurs réserves.

La grève continue de s'étendre et atteint maintenant l'ensemble de l'économie du pays.

- *Mercredi 22 Mai* : la motion de censure est rejetée au Parlement, elle ne recueille que 233 voix. René Capitant et Edgard Pisani, députés de la majorité démissionnent de l'Assemblée Nationale.

Le gouvernement interdit le retour en France de Daniel Cohn-Bendit, qui se trouve à Amsterdam.

L'UNEF et le SNE-SUP, appellent immédiatement à une manifestation, qui en moins de 2 heures rassemble 7.000 manifestants.

La C.G.T. condamne cette manifestation qu'elle considère comme une provocation.

La C.G.T. et la C.F.D.T., publient un communiqué commun, dans lequel elles se déclarent prêtes à négocier avec le gouvernement des revendications ouvrières, sur la base de leur propre accord de 1966.

Tribune Socialiste, n°373 du 23 mai 1968